



PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du 19 JUIN 2015

mettant la société FRIEDRICH en demeure de respecter
certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières et aux installations de
premier traitement des matériaux de carrières

Le Préfet de la région Alsace
Préfet du Bas-Rhin

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.511-1, L.512-1, L.512-5, L.514-1, L.514-6 et R.512-28 à R.512-32, R.512-39-1 à R.512-39-3, R.514-3-1, R.516-1 à R.516-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières et notamment ses articles 4 et 18 ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2010 autorisant la société FRIEDRICH Sablières de Quartz à poursuivre l'exploitation d'une carrière de sable à Haguenau ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées, transmis à l'exploitant, en date du 10 juin 2015 ;

VU le procès-verbal d'infractions 67/ES/ST/2015/0065-1 du 10 juin 2015 ;

CONSIDERANT que la société FRIEDRICH a été autorisée à exploiter une carrière et des installations associées, classées ou non, situées à Haguenau ;

CONSIDERANT que les informations affichées à l'entrée de la carrière concernent l'exploitant précédent (société HAASER) et l'autorisation précédente (arrêté préfectoral du 19 octobre 1995) ; que la société FRIEDRICH méconnaît ainsi les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé ;

CONSIDERANT que l'aire de ravitaillement des engins de chantier n'est pas entourée par un caniveau ; que la société FRIEDRICH méconnaît ainsi les dispositions du point 18.1.I de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé ;

CONSIDERANT qu'il existe neuf fûts de 200 litres de produits susceptibles de polluer les eaux ou les sols (1 fût de produit "AD Blue", 2 fûts de liquide de refroidissement, 5 fûts d'huiles neuves, 1 fût d'huiles usagées) ; que ces fûts ne sont pas associés à des capacités de rétention ; que la société FRIEDRICH méconnaît ainsi les dispositions du point 18.1.II de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisés ;

CONSIDERANT qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations, le préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'il détermine ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRETE

Article 1^{er} : La société FRIEDRICH, RCS Strasbourg TI 728 500 588 – 72 B 58, dont le siège social se trouve situé RN 419 – 67620 Soufflenheim, est mise en demeure, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé :

- article 4 – Sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux doivent indiquer en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté ;
- point 18.1.I de l'article 18 – L'aire de ravitaillement en carburant des engins doit être entourée par un caniveau et doit être reliée à un point bas étanche qui permet la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels ;
- point 18.1.II de l'article 18 – Les stockages constitués exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres doivent être associés à une capacité de rétention qui peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

Article 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 et de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Strasbourg. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société FRIEDRICH par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Haguenau.

Le Préfet,

